

Bij de jaarlijkse afsluiting van de rekeningen, bezorgt de leverancier de administratie alle stukken betreffende de geboekte schuldvorderingen die niet invorderbaar zijn.

Als de administratie op basis van de verstrekte stukken vaststelt dat het bedrag van de niet ingevorderde retributies hoger is dan het jaarlijkse bedrag van het forfait bedoeld in het eerste lid, verricht de algemene ontvanger de terugbetaling van het verschil door bedoeld verschil in mindering te brengen van het bedrag van de retributies dat de leverancier op de volgende vervaldatum moet storten.

Als de administratie op basis van de verstrekte stukken vaststelt dat het bedrag van de niet ingevorderde retributies lager is dan het jaarlijkse bedrag van het forfait bedoeld in het eerste lid, wordt het verschil door de leverancier betaald uiterlijk de dertigste dag die volgt op de maand in de loop waarvan de ontvanger hem kennis heeft gegeven van de te betalen toeslag.

Art. 7. Er wordt geen forfaitaire aftrek toegepast voor klanten van wie het verbruik aan verschillende metingen per jaar onderworpen wordt.

De leverancier laat zijn maandaangifte vergezeld gaan van alle stukken betreffende de niet invorderbare schuldvordering en trekt het bedrag van de niet geïnde retributie onmiddellijk af.

De administratie onderzoekt het dossier en beslist binnen vijftien dagen over de aftrek.

Als, na de leverancier te hebben gehoord, het advies negatief is, zal de leverancier verplicht zijn de retributie te betalen uiterlijk de dertigste dag die volgt op de maand in de loop waarvan de ontvanger hem kennis heeft gegeven van de te betalen toeslag.

Art. 8. De administratie mag de leveranciers verzoeken om alle nodige informatie en stukken om te kunnen nagaan of de bij dit besluit opgelegde verplichtingen in acht genomen worden en opdat haar ambtenaren zich kunnen vergewissen van de betaling van de retributie.

De administratie mag controle ter plaatse uitoefenen.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel versturen de leveranciers die hun activiteit vóór de inwerkingtreding van dit besluit uitoefenen, hun aangifte vóór 15 januari 2004, in afwijking van artikel 5, eerste en vierde lid. Die aangifte betreft de verbruiksfacturen en de tussentijdse facturen geboekt tussen 15 juli 2003 en 30 november 2003. De leveranciers moeten de eerste storting van de retributie betreffende bedoelde facturen vóór 30 december 2003 verrichten.

Art. 10. De artikelen 13 en 14 worden ingetrokken. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2003.

Art. 4. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2003

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 520

[2004/200310]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux sanctions administratives dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 17 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment le § 7 de l'article 1^{er} bis inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne, et notamment son article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2002;

Vu les avis 33.927/4 et 35.890/4 du Conseil d'Etat donnés les 16 octobre 2002 et 1^{er} octobre 2003;

Considérant que par les deux décrets du 1^{er} avril 1999 et 23 juin 1994, le législateur a entendu adopter des mesures contraignantes de nature à renforcer le respect des seuils et des normes de bruit admissibles, ainsi que des heures de fermeture des aéroports wallons et de certaines conditions d'exploitation de ceux-ci;

Considérant que le législateur a opté à cette fin, pour un système d'amendes administratives;

Considérant qu'il a chargé le Gouvernement d'une part, de fixer le barème de ces amendes par infraction et d'autre part, d'organiser leur constatation et leur poursuite, la perception des amendes qui sanctionnent lesdites infractions, les moyens de recours ouverts aux contrevenants éventuels et d'une manière générale de prendre toutes mesures utiles pour assurer la bonne exécution des dispositions adoptées par le législateur;

Sur la proposition du Ministre ayant la gestion aéroportuaire dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1^o Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire du Ministère de l'Équipement et des Transports qui exerce la fonction de directeur ou de commandant ou de commandant adjoint de l'aéroport.

2^o Directeur général : le directeur général de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports.

3° Ministre : le Ministre ayant la gestion et l'exploitation des aéroports dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. Les infractions visées à l'article 6, § 1^{er}, 1° à 5° du décret du 23 juin 1994 sont recherchées par le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Elles sont constatées par procès-verbaux qui mentionnent la date, l'heure, le lieu de l'infraction, ainsi que les circonstances de sa commission.

§ 2. Dans les quinze jours de la constatation de l'infraction, le fonctionnaire chargé de la surveillance communique au contrevenant visé à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 23 juin 1994 par lettre recommandée à la poste :

1° le procès-verbal;

2° que le contrevenant a la possibilité d'exposer, par lettre recommandée à la poste, ses observations dans un délai de trente jours à compter de la notification de la lettre recommandée et qu'il peut demander d'être entendu par le fonctionnaire chargé de la surveillance;

3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4° qu'il a le droit de consulter son dossier.

Le fonctionnaire chargé de la surveillance détermine, le cas échéant, le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

§ 3. A l'échéance du délai visé au § 2, 2° ou avant l'échéance de ce délai si le contrevenant reconnaît les faits ou le cas échéant, après avoir entendu le contrevenant ou son conseil exposer oralement sa défense, le fonctionnaire chargé de la surveillance transmet son rapport contenant les documents visés au § 2 au directeur général.

Art. 3. § 1^{er}. Après avoir pris connaissance du rapport du fonctionnaire chargé de la surveillance, le directeur général peut infliger une amende administrative dont il fixe le montant conformément au barème arrêté à l'article 8 du présent arrêté.

La décision administrative du directeur général est notifiée au contrevenant en même temps qu'une invitation à acquitter le montant de l'amende dans un délai de soixante jours. Une copie est communiquée en même temps au propriétaire de l'aéronef, à l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef et à la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport concerné lorsque l'infraction est commise par le responsable du vol.

La décision indique l'intitulé et le numéro du compte de la Région wallonne auquel le paiement doit être effectué.

Le non-paiement dans le délai entraîne l'exigibilité d'un intérêt de retard calculé au taux légal.

§ 2. Le contrevenant qui conteste la décision du directeur général peut introduire un recours auprès du Ministre, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision visée au § 1^{er}. Le recours motivé est introduit par lettre recommandée avec accusé de réception et contient le cas échéant, une demande d'audition.

Art. 4. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Ministre transmet au contrevenant qui a introduit le recours, un accusé de réception qui précise, le cas échéant, la date à laquelle il sera procédé à l'audition du contrevenant ou de son représentant.

Art. 5. § 1^{er}. Le recours suspend l'exécution de la décision.

Le Ministre compétent est tenu de rendre sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours ou le cas échéant, à dater de l'audition visée à l'article 4.

Sa décision est notifiée au contrevenant. En même temps, une copie est transmise au fonctionnaire chargé de la surveillance et au directeur général ainsi qu'au propriétaire de l'aéronef, à l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef et à la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport concerné lorsque l'infraction est commise par le responsable du vol.

§ 2. Le non-paiement dans le délai entraîne l'exigibilité d'un intérêt de retard calculé au taux légal.

Art. 6. § 1^{er}. Les notifications visées aux articles 2, 3 et 5 ont lieu par recommandé à la poste, avec accusé de réception.

§ 2. Lorsque le contrevenant n'a en Belgique, ni domicile, ni résidence, ni domicile élu connu, la notification lui est faite par pli recommandé à la poste, à son domicile ou résidence à l'étranger, et outre par avion si le point de destination n'est pas dans un pays limitrophe, sans préjudice d'autres modes de transmission convenus entre la Belgique et le pays de son domicile ou sa résidence.

Dans cette hypothèse, les délais visés à l'article 2, § 2, l'article 3, l'article 4 et l'article 5, §§ 1^{er} et 2, sont augmentés :

1° de quinze jours lorsque le contrevenant réside dans un pays limitrophe ou dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne;

2° de trente jours, lorsqu'il réside dans un autre pays d'Europe;

3° de quatre-vingts jours, lorsqu'il réside dans une autre partie du monde.

Art. 7. Les données statistiques relatives aux infractions constatées, aux amendes infligées, aux raisons qui ont motivé le directeur général à ne pas donner suite au rapport du fonctionnaire chargé de la surveillance et aux décisions prises par le Ministre sont transmises trimestriellement pour information, à l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de violation des dispositions prévues par l'article 6, § 1^{er}, 1°, du décret du 23 juin 1994, le montant de l'amende dû par le responsable du vol ou par le propriétaire de l'aéronef, l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef ou la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport est fixé à 200 euros par infraction.

En cas de récidive dans un délai d'un an, le montant de l'amende précédente est doublé.

Ne sont pas visés par cette disposition :

1. les décollages et les atterrissages des avions transportant des membres de la Famille Royale Belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des familles royales étrangères, des chefs d'Etat ou des chefs de Gouvernements étrangers, le Président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2. les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

3. les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4. les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles telles que :

a) lors des vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux;

b) lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques;

5. les décollages et atterrissages s'effectuant avec un retard par rapport à l'horaire initialement prévu pour autant que celui-ci ne soit pas imputable aux compagnies aériennes.

§ 2. 1°. Les sanctions administratives relatives à l'article 6, § 1^{er}, 2°, du décret du 23 juin 1994 sont appliquées au contrevenant, et sont fixées de la manière suivante :

- Pour la période de 0 à 24 heures, débutant à 0 h 00 et se terminant à 23 h 59 m 59 s, le nombre de dépassements admissibles est fixé à 5 % du nombre total de mouvements journaliers moyens enregistrés sur l'aéroport au cours des douze derniers mois précédant l'infraction considérée, avec un maximum de dix dépassements de 10 dB (A) au plus et ceci, par période de 24 heures.

Les sociétés gestionnaires des aéroports, après consultation du fonctionnaire chargé de la surveillance, répartissent chaque lundi à 12 h 00 pour la semaine en cours (débutant chaque lundi à 0 h 00 et se terminant chaque dimanche à 23 h 59 m 59 s), les dépassements autorisés entre les différents exploitants techniques opérant sur les aéroports, étant entendu que ces dépassements seront imputés suivant l'ordre chronologique des mouvements effectués par chaque exploitant technique par période de 24 heures.

- Pour tout dépassement au-delà de ceux prévus à l'alinéa précédent, le barème suivant est appliqué.

En cas de récidive, le montant de l'amende est majoré pour toute infraction commise aux dispositions du présent paragraphe lorsque le nombre total d'infractions sanctionnées, en ce compris l'infraction considérée, au cours d'une période de douze mois précédant ladite infraction, est supérieur à X % du nombre total de mouvements réalisés par l'exploitant technique sur l'année civile précédente.

Dépassement de la valeur maximale de bruit (exprimée en dB (A))	Montant de l'amende en euro	Montant de l'amende majoré en euro			
		1 %	2 %	3 %	4 %
$0 < X \leq 2$	200	400	600	1.000	1.500
$2 < X \leq 4$	400	800	1.200	2.000	3.000
$4 < X \leq 6$	600	1.200	1.800	3.000	4.500
$X > 6$	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

- La sanction administrative est infligée sur base de la valeur de bruit (exprimée en Lmax) la plus élevée constatée au droit des différents sonomètres.

La présente disposition fera l'objet d'une évaluation fin 2004 dans la perspective d'une diminution progressive du nombre de dépassements autorisés et de l'intensité de ceux-ci.

2° Ne sont pas visés par cette disposition :

1. les décollages et les atterrissages des avions transportant des membres de la Famille Royale Belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des familles royales étrangères, des chefs d'Etat ou des chefs de Gouvernements étrangers, le Président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2. les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

3. les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4. les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles telles que :

a) lors des vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux;

b) lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques;

5. les décollages et atterrissages s'effectuant de manière inhabituelle pour des raisons de sécurité;

6. les décollages et atterrissages s'effectuant avec un retard par rapport à l'horaire initialement prévu pour autant que celui-ci ne soit pas imputable aux compagnies aériennes. Dans ce cas, la valeur maximale de bruit prise en considération est celle correspondant à l'horaire initialement prévu.

§ 3. En cas de violation des dispositions prévues par l'article 6, § 1^{er}, 3°, du décret du 23 juin 1994, le montant de l'amende du par le responsable du vol ou par le propriétaire de l'aéronef, l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef ou la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport est fixé à 200 euros par infraction.

En cas de récidive dans un délai d'un an, le montant de l'amende précédente est doublé.

§ 4. En cas de violation des dispositions prévues par l'article 6, § 1^{er}, 4°, du décret du 23 juin 1994, le montant de l'amende du par le responsable du vol ou par le propriétaire de l'aéronef, l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef ou la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport est fixé à 200 euros par infraction.

En cas de récidive dans un délai d'un an, le montant de l'amende précédente est doublé.

§ 5. En cas de violation des dispositions prévues par l'article 6, § 1^{er}, 5°, du décret du 23 juin 1994, le montant de l'amende du par le responsable du vol ou par le propriétaire de l'aéronef, l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef ou la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport est fixé à 200 euros par infraction.

En cas de récidive dans un délai d'un an, le montant de l'amende précédente est majoré de 300 euros.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 10. Le Ministre ayant la gestion aéroportuaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2004 — 520

[2004/200310]

29. JANUAR 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die administrativen Strafen im Rahmen der Bekämpfung des von den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen benutzenden Luftfahrzeuge verursachten Lärms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des § 7 des Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere seines Artikels 6;

Aufgrund des am 12. Juli 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Juli 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 16. Oktober 2002 und am 1. Oktober 2003 abgegebenen Gutachten 33.927/4 und 35.890/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Gesetzgeber durch die beiden Dekrete vom 1. April 1999 und vom 23. Juni 1994 beabsichtigte, Zwangsmaßnahmen zu verabschieden, durch die die Beachtung der zulässigen Lärmschwellen und -normen, sowie der Schließungszeiten der wallonischen Flughäfen, und gewisse Bedingungen für deren Betrieb verstärkt werden können;

In der Erwägung, dass sich der Gesetzgeber zu diesem Zweck für ein System administrativer Strafen entschieden hat;

In der Erwägung, dass er die Wallonische Regierung beauftragt hat, einerseits die Tariftabelle für diese Strafen wegen Verstoß festzulegen und andererseits deren Feststellung und strafrechtliche Verfolgung, die Einziehung der Geldstrafen, die die besagten Verstöße sanktionieren, die den eventuellen Zuwiderhandelnden zugänglichen Rechtsmittel zu organisieren und im Allgemeinen alle zweckdienlichen Maßnahmen zu treffen, um die einwandfreie Durchführung der von dem Gesetzgeber verabschiedeten Bestimmungen zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° mit der Überwachung beauftragter Beamter: der Beamte des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, der das Amt des Direktors oder des Flughafekommandanten oder beigeordneten Flughafekommandanten bekleidet;

2° Generaldirektor: der Generaldirektor der Generaldirektion

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung und der Betrieb der Flughäfen gehört.

Art. 2 - § 1. Die in Artikel 6, § 1, 1° bis 5° des Dekrets vom 23. Juni 1994 erwähnten Verstöße werden von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ermittelt.

Sie werden durch Protokolle festgestellt, in denen das Datum, die Uhrzeit, der Ort des Verstoßes, sowie die Umstände seines Begehens angegeben werden.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Feststellung des Verstoßes übermittelt der mit der Überwachung beauftragte Beamte dem in Artikel 6, § 1, des Dekrets vom 23. Juni 1994 erwähnten Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post:

1° das Protokoll;

2° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Einwände innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab der Zustellung des Einschreibens per Einschreiben bei der Post vorzubringen und dass er beantragen kann, von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten angehört zu werden;

3° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde das Recht hat, sich von einem Berater unterstützen oder vertreten zu lassen;

4° die Tatsache, dass er das Recht hat, seine Akte einzusehen.

Der mit der Überwachung beauftragte Beamte bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Zuwiderhandelnde aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzubringen.

§ 3. Zum Zeitpunkt des Ablaufs der in § 2, 2°, erwähnten Frist oder vor Ablauf dieser Frist, wenn der Zuwiderhandelnde seine Tat eingesteht, oder gegebenenfalls nach Anhörung der mündlich vorgetragenen Verteidigung des Zuwiderhandelnden oder dessen Beraters übermittelt der mit der Überwachung beauftragte Beamte dem Generaldirektor seinen Bericht unter Beifügung der in § 2 erwähnten Unterlagen.

Art. 3 - § 1. Nach Kenntnisnahme des Berichts des mit der Überwachung beauftragten Beamten, kann der Generaldirektor eine administrative Strafe verhängen, deren Betrag er gemäß der in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses verabschiedeten Tariftabelle festlegt.

Innerhalb einer Frist von 60 Tagen wird der administrative Beschluss des Generaldirektors dem Zuwiderhandelnden gleichzeitig mit einer Aufforderung zur Begleichung des Betrags der Geldstrafe zugestellt. Gleichzeitig wird dem Eigentümer des Luftfahrzeugs, dem technischen oder gewerblichen Betreiber des Luftfahrzeugs und der Konzessionsgesellschaft des Betriebs des betroffenen Flughafens, wenn der Verstoß von dem Flugverantwortlichen begangen wird, eine Abschrift übermittelt.

In dem Beschluss werden die Bezeichnung und Nummer des Kontos der Wallonischen Region angegeben, auf das der Betrag zu überweisen ist.

Die Unterlassung der fristgerechten Zahlung bewirkt die Eintreibbarkeit eines nach dem gesetzlichen Zinssatz berechneten Verzugszinses.

§ 2. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Generaldirektors anfechtet, kann innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des in § 1 erwähnten Beschlusses beim Minister Einspruch erheben. Der begründete Einspruch wird per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung eingereicht und enthält gegebenenfalls einen Antrag auf Anhörung.

Art. 4 - Innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs übermittelt der Minister dem Zuwiderhandelnden, der Einspruch erhoben hat, eine Empfangsbescheinigung, in der gegebenenfalls das Datum angegeben wird, an dem der Zuwiderhandelnde oder dessen Berater angehört wird.

Art. 5 - § 1. Durch den Einspruch wird die Durchführung des Beschlusses ausgesetzt.

Der zuständige Minister ist verpflichtet, seinen Beschluss innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs oder gegebenenfalls ab der in Artikel 4 erwähnten Anhörung zu fassen.

Sein Beschluss wird dem Zuwiderhandelnden zugestellt. Gleichzeitig wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Generaldirektor, sowie dem Eigentümer des Luftfahrzeugs, dem technischen oder gewerblichen Betreiber des Luftfahrzeugs und der Konzessionsgesellschaft des Betriebs des betroffenen Flughafens, wenn der Verstoß von dem Flugverantwortlichen begangen wird, eine Abschrift übermittelt.

§ 2. Die Unterlassung der fristgerechten Zahlung bewirkt die Eintreibbarkeit eines nach dem gesetzlichen Zinssatz berechneten Verzugszinses.

Art. 6 - § 1. Die in den Artikeln 2, 3 und 5 erwähnten Zustellungen erfolgen per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung.

§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde weder einen Wohnsitz, noch einen Aufenthaltsort oder bekannten ausgewählten Wohnsitz in Belgien hat, erfolgt die Zustellung per Einschreiben bei der Post an seinen Wohnsitz oder Aufenthaltsort im Ausland und auch per Flugzeug, wenn der Bestimmungsort sich nicht in einem angrenzenden Land befindet, und zwar unbeschadet anderer, zwischen Belgien und dem Land seines Wohnsitzes oder Aufenthaltsorts vereinbarten Übermittlungsmittel.

In diesem Fall werden die in Artikel 2, § 2, Artikel 3, Artikel 4 und Artikel 5, §§ 1 und 2 erwähnten Fristen verlängert:

1° um fünfzehn Tage, wenn der Zuwiderhandelnde seinen Wohnsitz in einem angrenzenden Land oder im Vereinigten Königreich Großbritanniens hat;

2° um dreißig Tage, wenn er seinen Wohnsitz in anderen Ländern Europas hat;

3° um achtzig Tage, wenn er seinen Wohnsitz in einem anderen Teil der Welt hat.

Art. 7 - Die statistischen Daten bezüglich der festgestellten Verstöße, der angehängten Geldstrafen, der Gründe, die den Generaldirektor veranlasst haben, dem Bericht des mit der Überwachung beauftragten Beamten und den vom Minister gefassten Beschlüssen nicht Folge zu leisten, werden dreimonatlich zur Information an die mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelastigung beauftragte unabhängige Behörde übermittelt.

Art. 8 - § 1. Im Falle eines Verstoßes gegen die in Art. 6, § 1, 1°, des Dekrets vom 23. Juni 1994 vorgesehenen Bestimmungen, wird der Betrag der Geldstrafe, die vom Verantwortlichen für den Flug oder vom Eigentümer des Luftfahrzeugs, vom technischen oder kommerziellen Betreiber des Luftfahrzeugs oder von der Gesellschaft, die über die Konzession für den Betrieb des Flughafens verfügt, auf 200 Euro pro Verstoß festgelegt.

Bei einem Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres wird der Betrag der oben genannten Strafe verdoppelt.

Die vorliegende Bestimmung betrifft nicht :

1. das Starten und Landen der Flugzeuge, die Mitglieder der belgischen Königsfamilie, der föderalen Regierung, der Regional- und Gemeinschaftsregierungen, der ausländischen Königsfamilien, ausländische Staatsoberhäupter oder Regierungschefs, den Präsidenten und die Kommissare der Europäischen Union in offiziellem Auftrag befördern;

2. das Starten und Landen in Zusammenhang mit humanitären Einsätzen;

3. das Starten und Landen in Zusammenhang mit militärischen Aufträgen;

4. das Starten und Landen unter außergewöhnlichen Umständen wie z.B. :

a) Flüge, bei denen eine unmittelbare Gefahr für das Leben oder die Gesundheit sowohl der Menschen als auch der Tiere besteht;

b) Flüge, die aus meteorologischen Gründen auf einen anderen Flughafen umgeleitet werden;

5. das Starten und Landen mit Verspätung im Verhältnis zum ursprünglich vorgesehenen Zeitplan, insofern sie nicht den Fluggesellschaften zur Last gelegt werden kann.

§ 2. 1. Die administrativen Strafen bezüglich Art. 6, § 1, 2°, des Dekrets vom 23. Juni 1994 werden auf den Zuwiderhandelnden angewandt und auf folgende Weise bestimmt:

- Für den Zeitraum von 0 bis 24 Uhr, der um 0 h 00 anfängt und um 23 h 59 min 59 sec endet, ist die Anzahl der zulässigen Überschreitungen auf 5% der Gesamtanzahl der durchschnittlichen Tagesbewegungen festgelegt, die während der letzten zwölf Monate vor dem betroffenen Verstoß auf dem Flughafen registriert worden sind, wobei es pro Zeitraum von 24 Stunden höchstens zehn Überschreitungen um höchstens 10 dB (A) geben darf.

Nach vorheriger Beratung mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten verteilen die Gesellschaften, die die Flughäfen verwalten, jeden Montag um 12 h 00 für die laufende Woche (die jeden Montag um 0 h 00 beginnt und jeden Sonntag um 23h 59 min 59 sec endet) die zulässigen Überschreitungen über die verschiedenen technischen Betreiber der Flughäfen, wobei diese Überschreitungen nach der chronologischen Reihenfolge der Bewegungen jedes einzelnen technischen Betreibers pro Zeitraum von 24 Stunden berücksichtigt werden.

- für jede Überschreitung über die im vorigen Absatz vorgesehenen Überschreitungen hinaus wird folgende Tariftabelle angewandt.

Bei Rückfällen wird der Betrag der Geldstrafe für jeden Verstoß gegen die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen erhöht, wenn die Gesamtanzahl der bestraften Verstöße, einschließlich des betroffenen Verstoßes, im Laufe eines Zeitraums von zwölf Monaten vor dem besagten Verstoß, X% der Gesamtanzahl der Bewegungen überschreitet, die vom technischen Betreiber während des vorigen Kalenderjahrs durchgeführt worden sind.

Überschreitung des Höchtlärmwerts (ausgedrückt in dB (A))	Betrag der Geldstrafe in Euro	Erhöhter Betrag der Geldstrafe in Euro			
		1%	2%	3%	4%
$0 < X \leq 2$	200	400	600	1.000	1.500
$2 < X \leq 4$	400	800	1.200	2.000	3.000
$4 < X \leq 6$	600	1.200	1.800	3.000	4.500
$X > 6$	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

- die administrative Strafe wird auf der Grundlage des anhand der verschiedenen Schallpegelmessger gemessenen höchsten Lärmwerts (ausgedrückt in Lmax) verhängt.

Die vorliegende Bestimmung wird Ende 2004 Gegenstand einer Bewertung im Hinblick auf eine allmähliche Reduzierung der Anzahl der zulässigen Überschreitungen und deren Intensität.

2° Die vorliegende Bestimmung betrifft nicht:

1. das Starten und Landen der Flugzeuge, die Mitglieder der belgischen Königsfamilie, der föderalen Regierung, der Regional- und Gemeinschaftsregierungen, der ausländischen Königsfamilien, ausländische Staatsoberhäupter oder Regierungschefs, den Präsidenten und die Kommissare der Europäischen Union in offiziellem Auftrag befördern;

2. das Starten und Landen in Zusammenhang mit humanitären Einsätzen;

3. das Starten und Landen in Zusammenhang mit militärischen Aufträgen;

4. das Starten und Landen unter außergewöhnlichen Umständen wie z.B. :

a) Flüge, bei denen eine unmittelbare Gefahr für das Leben oder die Gesundheit sowohl der Menschen als auch der Tiere besteht;

b) Flüge, die aus meteorologischen Gründen auf einen anderen Flughafen umgeleitet werden;

5. das Starten und Landen auf ungewöhnliche Weise aus Sicherheitsgründen;

6. das Starten und Landen mit Verspätung im Verhältnis zum ursprünglich vorgesehenen Zeitplan, insofern sie nicht den Fluggesellschaften zur Last gelegt werden kann. In diesem Fall ist der berücksichtigte Höchstlärmswert derjenige, der dem ursprünglich vorgesehenen Zeitplan entspricht.

§ 3. Im Falle eines Verstoßes gegen die in Art. 6, § 1, 3°, des Dekrets vom 23. Juni 1994 vorgesehenen Bestimmungen, wird der Betrag der Geldstrafe, die vom Verantwortlichen für den Flug oder vom Eigentümer des Luftfahrzeugs, vom technischen oder kommerziellen Betreiber des Luftfahrzeugs oder von der Gesellschaft, die über die Konzession für den Betrieb des Flughafens verfügt, auf 200 Euro pro Verstoß festgelegt.

Bei einem Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres wird der Betrag der oben genannten Strafe verdoppelt.

§ 4. Im Falle eines Verstoßes gegen die in Art. 6, § 1, 4° des Dekrets vom 23. Juni 1994 vorgesehenen Bestimmungen, wird der Betrag der Geldstrafe, die vom Verantwortlichen für den Flug oder vom Eigentümer des Luftfahrzeugs, vom technischen oder kommerziellen Betreiber des Luftfahrzeugs oder von der Gesellschaft, die über die Konzession für den Betrieb des Flughafens verfügt, auf 200 Euro pro Verstoß festgelegt.

Bei einem Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres wird der Betrag der oben genannten Strafe verdoppelt.

§ 5. Im Falle eines Verstoßes gegen die in Art. 6, § 1, 5° des Dekrets vom 23. Juni 1994 vorgesehenen Bestimmungen, wird der Betrag der Geldstrafe, die vom Verantwortlichen für den Flug oder vom Eigentümer des Luftfahrzeugs, vom technischen oder kommerziellen Betreiber des Luftfahrzeugs oder von der Gesellschaft, die über die Konzession für den Betrieb des Flughafens verfügt, auf 200 Euro pro Verstoß festgelegt.

Bei einem Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres wird der Betrag der oben genannten Strafe um 300 Euro erhöht.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Januar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 520

[2004/200310]

29 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de administratieve straffen in het kader van de bestrijding van de geluidshinder die toe te schrijven is aan de luchtvaartuigen die van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens gebruik maken

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 17 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1, § 7, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, en inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2002;

Gelet op de adviezen 33.927/4 en 35.890/4 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2002 en 1 oktober 2003;

Overwegende dat de decreetgever met beide decreten van 1 april 1999 en 23 juni 1994 het voornemen heeft gehad om dwingende maatregelen die de inachtneming van de toelaatbare geluidsdrempels en -normen te verstrengen, evenals sluitingsuren voor de Waalse luchthavens en bepaalde voorwaarden voor de uitbating ervan, goed te keuren;

Overwegende dat de decreetgever daartoe voor een systeem van administratieve straffen heeft gekozen;

Overwegende dat hij de Regering ermee belast heeft om enerzijds de boeteschaal per inbreuk vast te stellen en anderzijds hun vaststelling en vervolging, de inning van de boetes waarmee die inbreuken bestraft worden, de beroepsmiddelen die tegen de eventuele ovetreders geopend worden, te regelen en over het algemeen, alle nuttige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de door de decreetgever goedgekeurde bepalingen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor luchthavenbeheer,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° toezichthoudend ambtenaar : de ambtenaar van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer die het ambt van directeur of overste of adjunct-overste van de luchthaven uitoefent;

2° directeur-generaal : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Vervoer van het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer;

3° Minister : de Minister bevoegd voor luchthavenbeheer en -uitbating.

Art. 2. § 1. De inbreuken bedoeld bij artikel 6, § 1, 1° tot en met 5°, van het decreet van 23 juni 1994 worden opgespoord door de toezichthoudend ambtenaar.

Zij worden bij proces-verbaal vastgesteld met vermelding van datum, uur, plaats van de inbreuk evenals van de omstandigheden waarin zij begaan is.

§ 2. Binnen de vijftien dagen na vaststelling van de inbreuk deelt de toezichthoudend ambtenaar aan de overtreder bedoeld bij artikel 6, § 1, van het decreet van 23 juni 1994 bij ter post aangetekend schrijven mee :

1° het proces-verbaal;

2° het feit dat de overtreder de mogelijkheid heeft om bij ter post aangetekend schrijven zijn opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van het aangetekend schrijven te laten geworden en dat hij erom mag verzoeken, door de toezichthoudend ambtenaar gehoord te worden;

3° dat de overtreder het recht heeft om zich door een raadsman te laten bijstaan of vertegenwoordigen;

4° dat hij het recht op inzage in zijn dossier heeft.

De toezichthoudend ambtenaar bepaalt in voorkomend geval de dag waarop de overtreder uitgenodigd wordt om mondeling zijn verdediging uiteen te zetten.

§ 3. Bij verstrijken van de termijn bepaald bij § 2, 2°, of vóór verstrijken van die termijn indien de overtreder de feiten heeft bekend of in voorkomend geval, na de overtreder of diens raadsman in diens mondelinge verdediging te hebben gehoord, maakt de toezichthoudend ambtenaar zijn verslag dat de documenten bedoeld bij § 2 bevat, aan de directeur-generaal over.

Art. 3. § 1. Na kennis te hebben genomen van het verslag van de toezichthoudend ambtenaar, kan de directeur-generaal een administratieve geldboete opleggen waarvan hij het bedrag vaststelt overeenkomstig de boeteschaal vastgesteld bij artikel 8 van dit besluit.

Van de administratieve beslissing van de directeur-generaal wordt aan de overtreder gelijktijdig kennis gegeven als van een uitnodiging om het bedrag van de boete in een termijn van zestig dagen te betalen. Tegelijk wordt er een afschrift medegedeeld aan de eigenaar van het luchtvaartuig, aan de technische of commerciële uitbater ervan of aan de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de betrokken luchthaven indien de inbreuk door de vluchtverantwoordelijke is begaan.

In de beslissing worden opschrift en nummer van de rekening van het Waalse Gewest waarop de betaling dient te geschieden, vermeld.

Bij niet-betaling binnen de termijn is er nalatigheidsinterest, berekend tegen de wettelijke rentevoet, eisbaar.

§ 2. De overtreder die de beslissing van de directeur-generaal betwist, kan een beroep bij de Minister indienen binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing bedoeld bij § 1. Het met redenen omklede beroep wordt per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst ingediend en vermeldt in voorkomend geval het verzoek om gehoord te worden.

Art. 4. Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep maakt de Minister aan de overtreder die het beroep heeft ingediend, een bericht van ontvangst over waarin, in voorkomend geval, de datum aangegeven wordt waarop de overtreder of diens vertegenwoordiger gehoord zal worden.

Art. 5. § 1. Het beroep schort de tenuitvoerlegging van de beslissing op.

De bevoegde minister is ertoe verplicht zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep of in voorkomend geval, te rekenen van het verhoor bedoeld bij artikel 4, te treffen.

Van zijn beslissing wordt aan de overtreder kennis gegeven. Tegelijk wordt er een afschrift overgemaakt aan de toezichthoudend ambtenaar en aan de directeur-generaal, evenals aan de technische of commerciële uitbater ervan of aan de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de betrokken luchthaven indien de inbreuk door de vluchtverantwoordelijke is begaan.

§ 2. Bij niet-betaling binnen de termijn is er nalatigheidsinterest, berekend tegen de wettelijke rentevoet, eisbaar.

Art. 6. § 1. De kennisgevingen bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 5 geschieden bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

§ 2. Indien de overtreder in België noch woonplaats, noch verblijfplaats, noch gekende gekozen woonplaats heeft, wordt de kennisgeving hem bij ter post aangetekend schrijven overgemaakt op zijn woon- of verblijfplaats in het buitenland, bovendien per vliegtuig indien de plaats van bestemming zich niet in een buurland bevindt, onverminderd andere wijzen van overmaking die overeengekomen zijn tussen België en het land van diens woon- of verblijfplaats.

In die veronderstelling worden de termijnen bedoeld bij artikel 2, § 2, artikel 3, artikel 4 en artikel 5, §§ 1 en 2, vermeerderd :

1° met vijftien dagen indien de overtreder in een buurland of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië verblijft;

2° met dertig dagen indien hij in een ander Europees land verblijft;

3° met tachtig dagen, indien hij in een ander werelddeel verblijft.

Art. 7. De statistische gegevens met betrekking tot de vastgestelde inbreuken, de opgelegde geldboetes, de redenen die de directeur-generaal ertoe bewogen hebben geen gevolg te geven aan het verslag van de toezichthoudend ambtenaar en aan de door de minister getroffen beslissingen worden elk kwartaal ter informatie overgemaakt aan de onafhankelijke instantie belast met de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest.

Art. 8. § 1. Bij schending van de bepalingen van artikel 6, § 1, 1°, van het decreet van 23 juni 1994 wordt het bedrag van de geldboete verschuldigd door de vluchtverantwoordelijke of de eigenaar van het luchtvaartuig, de technische of commerciële uitbater of de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de luchthaven, vastgesteld op 200 euro per inbreuk.

Bij herhaling binnen een termijn van één jaar wordt het bedrag van de vorige geldboete verdubbeld.

Bij die bepaling worden niet bedoeld :

1. de opstijgingen en de landingen van de vliegtuigen die leden van de Belgische Koninklijke Familie, de federale Regering, de Gewest- en Gemeenschapsregeringen en de buitenlandse koninklijke families, de buitenlandse staatshoofden of regeringsleiders, de voorzitter en de commissarissen van de Europese Unie in officiële opdracht vervoeren;

2. de opstijgingen en landingen in verband met humanitaire opdrachten;

3. de opstijgingen en landingen in verband met militaire opdrachten;

4. de opstijgingen en landingen die in uitzonderlijke omstandigheden verricht worden zoals :

- a) bij vluchten waarvoor er een onmiddellijk gevaar bestaat voor het leven of de gezondheid van mens of dier;
- b) bij vluchten die wegens de weersomstandigheden afgeleid worden naar een luchthaven;

5. de opstijgingen en landingen die met vertraging op het aanvankelijk vooropgestelde uur plaatsvinden, voorzover die vertraging niet toe te schrijven is aan de luchtvaartmaatschappijen.

§ 2. 1°. De administratieve straffen met betrekking tot artikel 6, § 1, 2°, van het decreet van 23 juni 1994 worden aan de overtreder opgelegd en worden als volgt vastgesteld :

- Voor de periode tussen 0.00 en 24.00 uur, die ingaat om 0.00 uur en eindigt om 23.59.59 uur wordt het aantal toelaatbare overschrijdingen vastgesteld op 5 % van het totaal aantal gemiddelde dagelijkse bewegingen die tijdens de laatste twaalf maanden vóór de betrokken inbreuk op de luchthaven zijn opgemeten, met een maximumaantal van tien overschrijdingen met hoogstens 10 dB (A) per periode van 24 uur.

De maatschappijen die belast zijn met het luchthavenbeheer verdelen, na de toezichthoudend ambtenaar te hebben geraadpleegd, 's maandags om 12.00 uur voor de lopende week (die ingaat 's maandags om 0.00 uur en eindigt 's zondags om 23.59.59 uur) de toegelaten overschrijdingen tussen de verschillende technische uitbaters die op de luchthavens werkzaam zijn, met dien verstande dat die overschrijdingen toegewezen zullen worden volgens de chronologische volgorde van de bewegingen die door elke technische uitbater per periode van 24 uur worden verricht.

- Voor elke overschrijding die over de bij vorig lid bepaalde overschrijdingen heen gaat, geldt volgende schaal.

Bij herhaling wordt het boetebedrag vermeerderd voor elke inbreuk op de bepalingen van deze paragraaf indien het totaal aantal bestrafte inbreuken, met inbegrip van de betrokken inbreuk, tijdens een periode van twaalf maanden die aan bedoelde inbreuk voorafgaat, hoger is dan X % van het totaal aantal door de technische uitbater over het voorgaande kalenderjaar verrichte bewegingen.

Overschrijding van de maximumwaarde inzake geluidshinder (uitgedrukt in dB(A))	Bedrag van de boete in euro	Bedrag van de vermeerderde boete in euro			
		1 %	2 %	3 %	4 %
$0 < X \leq 2$	200	400	600	1.000	1.500
$2 < X \leq 4$	400	800	1.200	2.000	3.000
$4 < X \leq 6$	600	1.200	1.800	3.000	4.500
$X > 6$	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

- De administratieve straf wordt opgelegd op grond van de hoogste, recht tegenover de verschillende geluidsmeters vastgestelde waarde van de geluidshinder (uitgedrukt in Lmax).

Deze bepaling wordt eind 2004 geëvalueerd met het oog op een geleidelijke vermindering van het aantal toegelaten overschrijdingen en van de hiermee gepaard gaande druk.

2° Bij die bepaling worden niet bedoeld :

1. de opstijgingen en de landingen van de vliegtuigen die leden van de Belgische Koninklijke Familie, de federale Regering, de Gewest- en Gemeenschapsregeringen en de buitenlandse koninklijke families, de buitenlandse staatshoofden of regeringsleiders, de voorzitter en de commissarissen van de Europese Unie in officiële opdracht vervoeren;

2. de opstijgingen en landingen in verband met humanitaire opdrachten;

3. de opstijgingen en landingen in verband met militaire opdrachten;

de opstijgingen en landingen die in uitzonderlijke omstandigheden verricht worden zoals :

- a) bij vluchten waarvoor er een onmiddellijk gevaar bestaat voor het leven of de gezondheid van mens of dier;
- b) bij vluchten die wegens de weersomstandigheden afgeleid worden naar een luchthaven;

5. de opstijgingen en landingen die om veiligheidsredenen niet op de gebruikelijke wijze worden verricht;

6. de opstijgingen en landingen die met vertraging op het aanvankelijk vooropgestelde uur plaatsvinden, voorzover die vertraging niet toe te schrijven is aan de luchtvaartmaatschappijen. In dat geval is de in overweging genomen maximale geluidswaarde, die waarde die aan het aanvankelijk voorziene uur beantwoordt.

§ 3. Bij schending van de bepalingen van artikel 6, § 1, 3°, van het decreet van 23 juni 1994 wordt het bedrag van de boete verschuldigd door de vluchtverantwoordelijke of de eigenaar van het luchtvaartuig, de technische of commerciële uitbater of de maatschappij die concessiehouders is van de uitbating van de luchthaven, vastgesteld op 200 euro per inbreuk.

Bij herhaling binnen de termijn van één jaar wordt het bedrag van de vorige boete verdubbeld.

§ 4. Bij schending van de bepalingen van artikel 6, § 1, 4°, van het decreet van 23 juni 1994 wordt het bedrag van de boete verschuldigd door de vluchtverantwoordelijke of de eigenaar van het luchtvaartuig, de technische of commerciële uitbater of de maatschappij die concessiehouders is van de uitbating van de luchthaven, vastgesteld op 200 euro per inbreuk.

Bij herhaling binnen de termijn van één jaar wordt het bedrag van de vorige boete verdubbeld.

§ 5. Bij schending van de bepalingen van artikel 6, § 1, 5°, van het decreet van 23 juni 1994 wordt het bedrag van de boete verschuldigd door de vluchtverantwoordelijke of de eigenaar van het luchtvaartuig, de technische of commerciële uitbater of de maatschappij die concessiehouders is van de uitbating van de luchthaven, vastgesteld op 200 euro per inbreuk.

Bij herhaling binnen de termijn van één jaar wordt het bedrag van de vorige boete verdubbeld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister bevoegd voor luchthavenbeheer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA